



Guerre en Ukraine : basculement géopolitique

Evariste NKOMBO MUTAMBAYI¹
Olivier MUDINDA WA ZOBONGO²
Marguerite MBELU MASENGO³

Université de KISANGANI

Abstract

The war in Ukraine, which began in 2022, has caused a profound geopolitical upheaval with repercussions that are being felt globally. This article examines the major transformations brought about by this conflict, highlighting changes in international alliances, power dynamics, and the geopolitical strategies of regional and global actors. By analyzing the root causes of the war, as well as its consequences for European security and the global order, we aim to provide insights into the future of international relations in a context marked by uncertainty and rivalry. This work thus contributes to a better understanding of contemporary geopolitical issues and the challenges facing the international community.

Keywords: War, Ukraine, shift, geopolitics etc.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17500161>

1 Introduction

Il y a trente ans, le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev, le dirigeant de l'Union soviétique de l'époque, démissionnait de ses fonctions et remettait ses pouvoirs présidentiels à Boris Eltsine, le nouveau président de la Fédération de Russie. Cette nuit-là, le drapeau rouge avec le symbole du marteau et de la faucille est descendu du

¹ Chef de travaux à l'Université de Mwene-Ditu et chercheur en Relations internationales à l'Université de Kisangani

² Chef de travaux à l'Université Officielle de Mbujimayi et Chercheur en Relations internationales à l'Université de Kisangani

³ Assistante à l'Université officielle de Mbujimayi et chercheuse en Relations internationales à l'Université de Kisangani.

Kremlin et remplacé par le tricolore russe. Le lendemain, le Soviet suprême reconnaît l'indépendance des républiques soviétiques et dissout officiellement l'Union des républiques socialiste soviétiques (URSS), (Tancredi Sankowski et ArmeelBoovery, 2024).

L'effondrement soudain de l'URSS, un empire géant qui, pendant 70 ans, avait contrôlé divers Etats alliés et étendu son influence géopolitique sur la moitié du monde, a été un événement sismique qui a changé le monde. Et il a laissé la Fédération de Russie nouvellement créée embourbée dans une crise d'identité. Reléguée au niveau d'une puissance régionale moyenne, la Russie est plongée durant la décennie des années 90 dans une sorte de léthargie et de décadence qui contestait avec l'ambition nationale russe de vouloir rompre avec l'héritage soviétique communiste, tout en espérant maintenir la puissance et l'influence globale de l'ex-URSS. Boris Eltsine, considéré comme refondateur n'avait pas réussi à venir à bout de l'instabilité que générait la transition d'un modèle soviétique totalitaire à un autre censé être plus démocratique ou qui, au moins, présentait un tel espoir. Le premier président de l'après chute du Mur de Berlin avait conduit un régime jugé réformateur et instable où la Russie vit cohabiter des rêves de grandeur et des réalités de déchéances.

Le premier sentiment d'humiliation chez les Russes provenait du fait de se voir subitement dépendre de manière inédite de cette autre partie du monde qu'ils ont toujours considéré comme ennemie. De plus, des millions de Russes, qui sous l'Union soviétique, se sentaient chez eux, quel que soit le pays de l'Union où ils avaient élu domicile, se sont trouvés dans une position d'étranger par rapport à la Russie, après le démembrement de l'URSS. Ils sont devenus Ukrainiens, Géorgiens, Biélorusses, ou autre. Les russes de Russie, surtout les nationalistes, partageaient la déchéance de leurs frères devenus citoyens d'autres pays ; qui perdent leur identité russe pour n'en garder que la qualité de russophone. Les Russes ne pouvaient plus les considérer comme concitoyens, mais comme des étrangers proches.

La nouvelle Russie, (post soviétique) fut ensuite traumatisée par la première guerre de Tchétchénie. L'accord qu'elle fut obligée de signer avec les Tchétchènes le 31 août, après de lourdes pertes, accorde à ces derniers une indépendance gouvernementale. Les Russes ne pouvaient ni comprendre ni digérer comment leur grande nation avait pu se faire humilier par des combattants sous-équipés et sous-entraînés ; L'autre grand choc que subissent les Russes, toujours en termes d'humiliation, fut la guerre en ex-Yougoslavie. Le grand frère russe ne pouvait pas venir en aide à ses petits frères serbes du panslavisme orthodoxe, il regardait impuissant, comme si Moscou n'avait jamais été cette grande puissance qui avait tenu l'Occident à distance de la Yougoslavie et des protégés slaves de l'empire soviétique, (Abdelhak Bassou, 2025).

Gorbatchev espérait voir la Russie post-communiste faire l'objet d'un accueil chaleureux par l'Europe, il était loin d'imaginer la marginalisation et l'humiliation qu'allait connaître son pays. Les Russes croyaient abandonner le communisme et le soviétisme, mais en gardant les honneurs de la grande puissance qu'ils furent lorsqu'ils conduisaient l'URSS. Paradoxalement à l'insignifiance que prenait la Russie aux yeux de l'Occident, ce dernier n'avait point hésité à la considérer comme Etat continuateur de l'URSS, en héritant de son siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU et de son arsenal nucléaire. Ces deux instruments de puissance politico-militaire de la Russie ne coïncidaient pas avec le statut de puissance moyenne que l'Occident voulait lui assigner.

Ainsi, depuis son arrivée au pouvoir en 2000, Poutine n'a jamais caché sa détermination à restaurer le statut de puissance mondiale de la Russie après des années d'humiliations supposées par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN. Poutine a sauvé la Russie et restauré le rôle de la puissance de la Russie en tant qu'acteur stratégique sur la scène internationale car, la priorité de Poutine pour inverser le déclin postsoviétique de la Russie était de stopper l'avancée des puissances étrangères dans l'ancienne région soviétique. En 2008, l'armée russe a envahi la Géorgie pour empêcher le président pro-occidental Mikheil Saakashvili de reconquérir militairement le territoire géorgien sécessionniste d'Ossétie du sud, un protectorat russe et Abkhazie. Si Saakashvili avait réussi à réunifier son pays fracturé, il aurait pu se rapprocher de son objectif déclaré de faire de la Géorgie un candidat viable à l'adhésion à l'OTAN, (Sebastien gobert, 2023). En 2014, la Russie a annexé la Crimée.

Le but final poursuivi était de préserver son ascendant sur l'étranger proche terme utilisé pour désigner les Etats satellites de l'URSS et les gérer. Ces interventions militaires sont effectivement une expression de la politique de puissance de la Russie visant à infléchir la volonté de la Géorgie et de l'Ukraine de se rapprocher aux puissances occidentales en occurrence les Etats Unis et l'UE. Donc, 25 ans depuis la chute de l'URSS, les événements survenus en Ukraine nous ont démontré que l'intégration de la Russie dans le nouvel environnement géopolitique mondial qui a suivi la guerre froide est toujours un travail en cours.

De ce qui précède, cette étude s'inscrit au cœur des enjeux géopolitiques dans la mesure où l'option de la Russie d'adopter la politique de puissance à l'égard de l'Ukraine au sein de son étranger proche est un comportement exprimant la théorie des acteurs stratégiques et des pivots géopolitiques selon laquelle la Russie ne peut devenir une grande puissance qu'avec l'Ukraine, (Brzezinski, le Grand Echiquier, 2000). Donc, il faut l'absorber à plus ou moins brève échéance soit par l'annexion soit par l'élargissement de l'Etat d'union soviétique. Ainsi, la Russie a eu à annexer la Crimée pour contraindre l'Ukraine à se soumettre à sa volonté.

Sans fausse prétention, ce sujet a déjà, dans ses autres aspects connexes, fait l'objet des recherches bien pertinentes. Au nombre de celles-ci, nous pouvons citer le travail bien intéressant de Eric AUNOBLE, s'inscrit dans le cadre théorique du réalisme défensif en parlant de l'Ukraine dans l'engrenage. Il contribue au débat théorique lorsqu'il estime qu'en lançant non pas une guerre en 2014 mais une opération militaire spéciale, Vladimir Poutine escomptait l'effondrement rapide de l'armée et de l'Etat Ukrainien. Or, loin d'être accueillis par une foule en liesse, les véhicules légers qui ont fait une incursion dans la ville russophone de kharkiv le 27 février, ont vite été détruits. Vers kyiv, les chaînes d'approvisionnement en carburant pour les blindés et en ration pour les troupes d'invasion ont failli tout aussi rapidement.

L'auteur, après avoir mené ses analyses, est arrivé au résultat selon lequel il est difficile d'établir un bilan géopolitique de cette guerre dans la mesure où la guerre continue à s'enliser. Cependant, d'une part, nous partageons le même avis avec cet auteur lorsqu'il nous montre que la contre-offensive Ukrainienne à Kharkiv et à kherson ont porté sur du matériel de guerre mais d'autre part, nous voulons aussi ajouter que cette guerre lancée pour défendre le monde russe a provoqué une réaction contre la langue et la culture russes non seulement en Ukraine mais aussi dans une bonne partie de l'espace post soviétique et notamment au Kazakhstan.

Pour sa part, Pierre-Joseph Givre, (Pierre-joseph GIVRE, 2023) s'inscrit dans le courant réaliste lorsqu'il aborde le sujet des premiers renseignements de la guerre d'Ukraine dans le domaine du combat terrestre. Il démontre que si la guerre d'Ukraine se déroule dans tous les milieux et tous les champs et implique les forces terrestres, navales et aériennes des deux belligérants, elle n'en a pas moins pour objet la conquête ou la défense du territoire autant qu'espace terrestre et cœur de la souveraineté politique. L'auteur considère que la maîtrise du sol assure aussi celle des ports, des aéroports et des littoraux, neutralisant ou au moins contraignant ainsi les capacités navales et aériennes ennemies. Ce sont les conquêtes terrestres de la Crimée dès 2014 puis des régions de l'Est de l'Ukraine en 2022 qui ont permis à la Russie de consolider ses accès à la mer Noire et à la mer d'Azov suivant sa stratégie navale continentale fondée notamment sur la libre circulation dans le système des cinq mers qui assure à la flotte russe de pouvoir circuler entre les mers d'Azov, Noire, caspienne, Baltique et Blanche.

Dans sa contribution à la théorie géopolitique, il va proposer que la maîtrise du territoire assure aussi le déploiement des moyens dits de déni d'accès au A2/AD (anti-access/ araedential), qui limitent les possibilités d'emploi et d'action des aéronefs et des navires. Ainsi ajoute-t-il, malgré les 750 sorties aériennes russe par jour, les effets des actions aériennes en Ukraine ont été limités depuis le début de la guerre et les opérations navales et amphibies russes envisagées dans la région d'Odessa ont été interrompues dès avril 2022 à la suite de la destruction du navire amiral russe Moskwa par des missiles Ukrainiens tirés de la côte.

Cependant, nous ne sommes pas d'avis avec cet auteur car, pour être renseigné sur l'ennemi en temps réel et le frapper, les Ukrainiens ont non seulement maîtrisé le sol mais aussi développé en un temps record un réseau militaire numérisé en s'appuyant majoritairement sur des infrastructures, des techniques de pointe et des

compétences civiles en assurant la connectivité. Corneau, en parlant des origines du conflit, il va chercher à comprendre l'origine de la guerre de l'Ukraine.

Il aura pour objectifs des proposer les trois thèmes explicatifs de cette guerre à savoir les divisions internes en Ukraine, les liens historiques familiaux et économiques entre la Russie et l'Ukraine et la marginalisation de la Russie par les occidentales au lieu d'une intégration constructive de celle-ci suivant la fin de la guerre froide. Il a aussi été proposé par cet auteur que ce sont des éléments du troisième thème qui ont eu les impacts les plus substantiels sur l'explosion de la crise, (Corneau, 2015-2016).

Il s'inscrit dans le cadre théorique du réalisme, il contribue au débat théorique lorsqu'il estime que l'Ukraine est écartelée entre différentes options : d'un côté, elle est convoitée par l'Union européenne qui lui propose un accord d'association et de libre-échange. Ce rapprochement est encouragé par les États-Unis qui aimeraient aussi attirer l'Ukraine dans le camp occidental. De l'autre côté, la Russie veut convaincre l'Ukraine de s'engager dans une union douanière eurasiennne avec plusieurs pays de l'ex-URSS. Pour ce faire, elle a utilisé la manière forte en annexant la Crimée. Aux côtés de l'Ukraine, on voit également un représentant du Patriarcat de Kiev, la religion orthodoxe étant la plus pratiquée dans le pays. Une partie de la population ukrainienne est tournée vers l'Union européenne qui propose au pays un accord de partenariat. C'est ça la cause principale de cette guerre.

Cependant, nous pensons que l'étude de cet auteur a des limites car il s'est seulement focalisé sur les causes ayant entraîné la guerre en Ukraine mais il oublie que Vladimir Poutine a toujours considéré l'OTAN comme "le bras politique et Militaire des États-Unis, il voit la sphère d'influence des Américains s'étendre jusque chez ses voisins directs qui sont la Finlande, la Biélorussie et l'Ukraine. Son plus grand ennemi est presque parvenu à l'encercler. On comprend donc mieux pourquoi l'Ukraine est convoitée par ces grandes puissances et constitue une pièce majeure dans leur stratégie géopolitique.

1. Problématique et hypothèses de recherche

Le conflit ouvert entre la Russie et l'Ukraine se noue en novembre 2013 quand le président Viktor Ianoukovitch décide de suspendre le processus conduisant à la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne, revirement qui déclenche des protestations populaires (« Euromaidan »). Fin février 2014, des soldats russes sans insignes (« les petits hommes verts ») prennent le contrôle des points stratégiques de la Crimée. Le 16 mars, un « référendum » d'indépendance y est organisé en toute illégalité du point de vue du droit international, qui conduit à l'annexion de la Crimée par la Russie. Au même moment est déclenchée dans l'est de l'Ukraine une opération de déstabilisation, des groupes armés contrôlés par Moscou appuient des manifestants irrédentistes.

Le 11 mai, les « républiques populaires » de Donetsk et de Louhansk déclarent leur indépendance à l'issue de « référendum », qui n'est pas reconnu par la communauté internationale, (Biersack et O'Lear, 2014). En menant cette guerre, la Russie veut d'abord défendre les russophones d'Ukraine. Ensuite, elle veut la réintégration de la Crimée à son territoire et en fin, une alliance avec l'Ukraine. De son côté, l'Ukraine veut d'abord la fin de l'ingérence russe sur son territoire, ensuite la paix sur son territoire et enfin, un rapprochement avec l'occident. Cette grille d'analyse conduit à une série d'interrogations suivantes :

- Pourquoi la guerre en Ukraine constitue-t-elle un basculement géopolitique post guerre froide ?
- Est-il plausible d'assister demain à la résurgence d'une nouvelle guerre froide ?
- Qui en seraient les protagonistes ?

De manière provisoire, nos hypothèses ont été formulées de la manière suivante : La guerre en Ukraine constitue un basculement géopolitique post-guerre froide parce que dans cette guerre, l'enjeu serait triple. D'abord politique, (Brzezinski, le Grand Echiquier, 2000) ensuite, économique, (Georges Jures Vujic, 2023) et enfin, identitaire et mémoriel, (Georges Jures Vujic, 2023). Il serait plausible d'assister demain à la résurgence d'une nouvelle guerre froide parce qu'il y a déjà retour des blocs en Europe. Avec la guerre en Ukraine, nous serions au début d'un affrontement qui s'annonce durable entre deux blocs : d'un côté, un bloc occidental thalassocratique, conduit par Washington, englobant l'Europe et certains pays asiatiques, Japon en tête ; et de l'autre, un bloc eurasiatique continental, autour de Moscou et Pékin ».

2. Objectif

En menant cette étude, l'objectif est de : Démontrer les enjeux du basculement géopolitique de la guerre en Ukraine.

0.3. Méthodologie

Pour vérifier nos hypothèses et atteindre notre objectif, nous avons recouru à la méthode géopolitique de François Thual, (François Thual, 1997) qui consiste à poser les bonnes questions face à un événement, une tension, une crise, un conflit, une guerre ou encore une négociation. Ce qu'il faut, c'est d'identifier les acteurs, analyser leurs motivations, décrire leurs intentions, repérer les alliances en gestation ou au contraire les alliances en voie de déconstruction, que ce soit au niveau local, régional, continental ou international. Une situation géopolitique se définit par des rivalités de pouvoir et par des rapports de force visant le contrôle d'une zone géographique. Cette analyse géopolitique exige de respecter un certain nombre d'opération, (Otemikongo et Mandefu 2018).

- ✓ Qui veut quoi ?
- ✓ Avec qui ?
- ✓ Où ?
- ✓ Pourquoi ?
- ✓ Comment ?

Titre 2. Basculement géopolitique de la guerre en Ukraine

Voici arrivée l'étape centrale de la démarche pédagogique. Il s'agit maintenant de réaliser, sur la base des données géographiques, une analyse complète du conflit. C'est ainsi qu'on va poser la question des enjeux et du "pourquoi" de ce conflit, ce qui permettra ensuite de parvenir à une compréhension globale du conflit.

0.1. Qui veut quoi ?

Cette question implique de prendre connaissance des différents protagonistes de cette guerre. En effet, d'un côté il y a l'Ukraine et de l'autre la Russie.

0.2. Avec qui ?

Cette question implique de savoir avec qui les acteurs en présence entretiennent-ils des relations pour atteindre leurs objectifs. Cependant, il sied de préciser qu'il y a deux blocs d'acteurs à savoir : le bloc occidental conduit par Washington, englobant l'Europe et certains pays asiatiques, Japon en tête et de l'autre, un bloc eurasiatique continental, autour de Moscou et Pékin, (Maxime Cocheux, 2024).

0.3. Où ?

Cette question permet de savoir le territoire qui fait l'objet de la rivalité entre les deux protagonistes. C'est la Crimée dans notre travail qui fait objet de cette conflictualité car elle est une péninsule ukrainienne située au sud du pays et bénéficie d'une situation idéale sur la mer Noire et la mer d'Azov qui constituent, pour la région, le seul point d'accès aux mers chaudes (mer Égée, mer Méditerranée) et donc aux océans Atlantique et indien. Suivant la stratégie navale russe sur la libre circulation dans le système des cinq mers pour raison commerciale et défensive, la flotte russe a le pouvoir de circuler sur la mer Noire, la mer d'Azov, la mer Noire, la mer Baltique et la mer Caspienne. À part la Crimée, il y a encore quatre territoires conquis par la Russie à savoir Donetsk, Louhansk, Kharkiv et Zaporizja. Le où pour le bloc occidental concerne l'ensemble du territoire Ukrainien, Crimée incluse.

0.4. Pourquoi ?

Cette question conduit à relever les intérêts poursuivis par les acteurs.

a. Enjeu politique pour le bloc eurasiatique

Dans cette guerre on y trouve les thèses géopolitiques de Halford Mackinder sur le « Heartland » et le contrôle de l'Eurasie qui stipulent que : « Qui contrôle l'Europe de l'Est commande le Heartland. Qui contrôle le Heartland commande l'île-mondiale. Qui contrôle l'île-mondiale commande le monde ». À cet effet, faisant référence à ces thèses géopolitiques de Mackinder sur le « Heartland », déjà dans les années 1990 le géopoliticien américain Zbigniew Brzezinski, souligne dans *Le Grand Échiquier* que la Russie ne peut devenir une grande puissance qu'avec l'Ukraine. Car, « L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe [...]. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie ». Donc, pour que la Russie puisse dominer le monde, elle doit impérativement dominer l'Ukraine. Voilà pourquoi il y a guerre en Ukraine, (Georges Jures Vujic, 2023).

Cette guerre constitue également un prolongement du grand jeu du XIX^e siècle dans lequel on a assisté à deux grands à savoir l'empire britannique et l'empire russe qui se disputaient la domination du monde en Eurasie. Aujourd'hui au XXI^e siècle, on assiste encore à deux grands à savoir les États-Unis d'Amérique et la Russie qui se disputent la domination du monde toujours en Eurasie et particulièrement en Ukraine qui est le ventre mou de ce conflit. Donc, cet espace eurasiatique est l'échiquier sur lequel se joue la lutte pour la suprématie mondiale selon Mackinder, (Mackinder, 1904).

Car, ce qui est donc à l'œuvre aujourd'hui, c'est la forme moderne du « nouveau grand jeu » comme prolongement des rivalités, du maintien et de l'expansion de l'influence géopolitique entre les États-Unis et la Russie en Asie centrale, mais aussi la Chine en région indo-pacifique de la mer de Chine orientale et de sa pression militaire sur Taïwan. L'Ukraine reste toujours le « ventre mou » géopolitique du « grand jeu » et le théâtre politico-militaire des rivalités américano russes, ainsi qu'un moyen de chantage, de pression psychologique et d'équilibre des forces. Le « Grand Jeu » a été réactivé par les conflits après l'effondrement de l'URSS : la guerre d'Ossétie en 1991-1992, d'Abkhazie en 1998, la crise russo géorgienne en 2006, la crise de Crimée, mais aussi les conflits dans l'ex-URSS, Asie (Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménistan confrontés à de graves problèmes économiques et politiques).

Il convient également de garder à l'esprit que dans un tel « Grand Jeu », le « complexe d'obsidionnalité » souvent irrationnel de la Russie, est un facteur psychologique important pour comprendre les décisions militaires et politiques du Kremlin. La disparition de l'Union soviétique en 1991 (perçue comme une « grande catastrophe ») et la chute du mur de Berlin ont également été une rupture radicale dans la pensée stratégique russe, forcée d'abandonner la vision idéologique d'un monde bipolaire, pour une approche plus réaliste aux menaces périphériques venues d'Asie et d'Occident.

En envahissant l'Ukraine en 2014, l'état final recherché par le président russe n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine; C'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'occident et ayant repris

ses droits ancestraux sur des terres considérées comme historiques. Ce serait une erreur, selon l'auteur de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaires et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait. Nous sommes confrontés à un problème d'une autre complexité poursuit l'auteur : à un revanchisme assumé, à un impérialisme non dissimulé, à une propagande débridée, à une folie meurtrière, à un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière, (Celine Marangé, 2023).

Donc, la Russie cherche la réintégration de la Crimée à son territoire car, cette partie était russe mais a été affectée à l'Ukraine par l'ancien Président Russe NIKITA en 1954 pour célébrer la 300e anniversaire de leur union et depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, elle est devenue ukrainienne ; elle cherche à maintenir son influence sur l'Ukraine et augmenter sa zone d'influence politique, économique, culturelle, redevenir ne grande puissance mondiale, rivaliser avec les USA, assurer la sécurité de son territoire (menace nucléaire).

b. Enjeu économique pour le bloc eurasiatique

La Russie veut l'annexion de la Crimée pour avoir le contrôle de la mer Noire et la mer d'Azov qui constituent, pour la région, le seul point d'accès aux mers chaudes (mer Egée, mer Méditerranée) et donc aux océans Atlantique et indien. Suivant la stratégie navale russe sur la libre circulation dans le système des cinq mers pour raison commerciale et défensive, la flotte russe a le pouvoir de circuler sur la mer noire, la mer d'Azov, la mer blanche, la mer baltique et la mer caspienne, (Yvone Clément et alii, 2019).

c. Enjeu identitaire et mémoriel pour le bloc eurasiatique

Il est fondamental d'aborder un autre facteur structurant : la fragmentation identitaire et linguistique, souvent moins visible mais tout aussi déterminante. Cette mosaïque d'identités, façonnée par l'histoire impériale, soviétique puis postsoviétique, constitue un levier puissant utilisé par les acteurs étatiques et non étatiques pour justifier ou instrumentaliser la guerre. La négation de l'identité ukrainienne par le pouvoir russe qui conteste non seulement le territoire, mais aussi l'identité même de la nation ukrainienne assimilée par le Kremlin à une fiction « entièrement créée par l'Occident », permet de légitimer la destruction de la mémoire collective et historique ukrainienne. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'« Holodomor » une famine organisée par le régime stalinien en 1932-1933 en Ukraine lors de laquelle ont péri des millions de victimes, avait aussi pour but d'éliminer l'identité ukrainienne, et c'est la raison pour laquelle que du côté ukrainien, cette guerre recouvre un aspect mémoriel et identitaire majeur, (Mackinder, 1904).

L'invasion déclenchée par la Russie se double d'un conflit identitaire mémoriel visant à éradiquer l'identité ukrainienne. Ainsi, des experts de l'ONU ont appelé à l'arrêt des destructions intentionnelles de sites, institutions et objets d'importance culturelle, historique et religieuse en Ukraine, ajoutant que le dénigrement continu de l'histoire et de l'identité du peuple ukrainien était utilisé comme une justification de la guerre et de la haine. En effet, un an après l'escalade des hostilités, de nombreux sites, institutions et objets d'importance culturelle, historique et religieuse en Ukraine ont été partiellement ou entièrement détruits par des attaques militaires de la Fédération de Russie. Certains analystes parlent de guerre culturelle totale, une autre guerre que mène la Russie en Ukraine, et qui semble secondaire, par rapport aux tueries, aux bombardements et à la terrible crise humanitaire qui frappe ce pays, (Giles, Keir, 2022).

d. Enjeu politique pour le bloc occidental

Les Etats Unis dans cette guerre cherchent à garder leur leadership au niveau mondial et empêcher la Russie de redevenir ne grande puissance et puis, assurer la sécurité de son territoire face à la menace nucléaire provenant de la Russie. L'Union européenne dans cette guerre cherche la souveraineté, la démocratie et la sécurité en Ukraine (réintégration de la Crimée), elle veut une alliance avec l'Ukraine, un accord d'association avec l'Ukraine, une médiation entre l'Ukraine et la Russie, des sanctions contre la Russie, des actions de soutien en faveur de l'Ukraine.

e. Enjeu économique pour le bloc occidental

La guerre en Ukraine dépasse de loin les frontières de ce pays, et a toujours eu vocation dans le passé à s'internationaliser et à se régionaliser. Historiquement, l'Ukraine a joué un rôle économique, politique et militaire clef pour la Russie, dans sa lutte avec les « empires occidentaux » pour le partage des zones d'influence. Et cela aussi bien à l'époque de l'empire des Tsars que pendant la « Guerre Froide » et la période post-Guerre Froide. En effet, d'un point de vue économique, l'Ukraine possède un grand potentiel pour la production agroalimentaire et minière. Elle possède également deux ports très importants dans la Mer Noire : Odessa et Sébastopol. En outre, c'est à travers le territoire ukrainien que transite l'essentiel du gaz russe à destination des pays européens (même si dernièrement la Russie essaye de développer des réseaux alternatifs contournant l'Ukraine). L'Union européenne dans cette guerre cherche à assurer son approvisionnement en gaz.

0.5. Comment ?

Cette question permet d'expliquer les modalités de la mise en œuvre de leurs objectifs. Le comment du premier bloc s'explique par divers soutiens de l'occident à l'Ukraine en formation militaire, en armes, médiation entre l'Ukraine et la Russie, accord d'association de l'UE à l'Ukraine, candidature pour intégrer l'OTAN, (Kévin Limonier, 2018). Le comment du deuxième bloc s'explique par le mélange fait par la Russie de hard et soft power : Hard power : la Russie a mobilisé les armes pour annexer la Crimée ; Soft power : La Russie a organisé de grands événements sportifs comme les championnats du monde de football en 2018, nombreux médias russes diffusés à travers le monde dans plusieurs langues etc., (Kévin Limonier, 2018).

Titre 3. La probabilité d'assister à une nouvelle guerre froide

Depuis la crise ukrainienne de 2014, les termes de « nouvelle guerre froide », « guerre froide II » ou de « guerre froide 2.0 » font florès dans les médias russes et occidentaux. À grand renfort de métaphores plus ou moins subtiles, les fantômes d'un passé que l'on pensait lointain sont désormais invoqués, allant jusqu'à saturer le débat public. Certes, l'expression de « guerre froide » connaissait déjà une nouvelle jeunesse dans le contexte d'une compétition entre la Chine et les États-Unis.

Mais la remontée en puissance de l'armée russe, autant que la défense décomplexée de ce que Moscou décrit comme étant ses intérêts ou ceux de ses alliés, encourage l'emploi de ce terme pour désigner les relations entre la Russie, les États-Unis et l'Union européenne. À première vue, des continuités entre hier et aujourd'hui se dégagent, tant en ce qui concerne les protagonistes que les modes opératoires : guerre par procuration, diabolisation réciproque et intimidation militaire, (Pierre Grosser, 1999). Mais bien qu'il importe d'identifier ce que l'on peut aussi désigner par le terme de permanences historiques, peut-on pour autant parler de « nouvelle guerre froide » pour décrire le regain de tensions internationales ?

L'expression « guerre froide », qui tient de l'oxymore, apparut pour la première fois sous la plume de George Orwell, dans un très prémonitoire article de l'hebdomadaire britannique de gauche Tribune du 19 octobre 1945, prédisant qu'après les Américains, les Soviétiques auraient à leur tour la bombe et que se constituerait un équilibre de la terreur dans « un état permanent de guerre froide ». La peur de l'anéantissement réciproque avait garanti le statu quo en Europe, mais les guerres en Asie et en Afrique firent des millions de morts. Cette fois, l'épicentre est en Europe, une première depuis 1945.

a. La Russie contemporaine: le retour de l'ancien « adversaire »

En 2016, la Russie a sans conteste occupé le podium des pays passés au crible de la presse française, aux côtés de la Syrie et des États-Unis. Nombre de contributions en termes d'ouvrages et articles scientifiques lui associent désormais un champ lexical emprunté à l'affrontement Est-Ouest qui marqua la seconde partie du XX^e siècle. Mais quelles seraient donc les principales caractéristiques de cette « nouvelle guerre froide » évoquée dans la sphère publique ? Elles se traduiraient tout d'abord par une lutte entre deux visions du monde qui opposerait une Russie

conservatrice, dirigée par un Vladimir Poutine, tantôt nouveau Tsar, tantôt comparé à Staline, à Hitler, parfois aux deux, symbolisant la menace totale par excellence, et un monde occidental libéral, tourné vers le progrès. En d'autres termes, un nouveau « choc des civilisations » se préparerait donc. Toutefois, le fait que la tendance autoritaire d'un pouvoir faisant référence à un destin national et critiquant l'Occident ne soit pas, en l'occurrence, une spécificité russe, est souvent passé sous silence, (Sophie Momzikoff, 2018).

De même qu'il faudrait contenir une Russie impérialiste et agressive, cherchant à ressusciter l'URSS, ce qu'illustrerait la célèbre formule de Vladimir Poutine, par ailleurs souvent citée tronquée : « Celui qui regrette l'URSS n'a pas de cœur, celui qui cherche à la reformer n'a pas de tête. » Selon cette logique, les anciennes républiques soviétiques, en particulier les pays baltes, seraient dans le viseur d'une Russie cherchant à recréer son ancien empire. Ou encore, à l'aune du Russiagate et des cyberattaques « venues de l'Est », se dessinent dans la presse américaine les contours effrayants du visage d'un ennemi omnipotent, coupable d'ingérence et capable à lui seul de changer le destin politique d'une nation tout entière.

L'activation par Moscou des canaux de son soft power de manière ouverte et décomplexée, pour preuve, les sites d'information financés par le Kremlin (Sputnik ou RT) peut rappeler les plus chaudes heures de la guerre froide. En outre, les sanctions prises à l'égard de la Russie semblent redonner corps au fantôme d'une URSS isolée de l'Occident. Enfin, la remontée en puissance de l'armée russe depuis 2008, sa projection en Ukraine en 2014 et en Syrie en 2015, font planer le risque d'un conflit indirect. C'est ainsi que ces divers éléments du contexte géopolitique récent alimentent la rhétorique d'une « nouvelle guerre froide ». Ce terme n'est toutefois pas neuf, même s'il s'impose en 2014, à la lumière de la crise ukrainienne. Il fut déjà employé en 2005-2006, à la faveur du conflit gazier où Kiev et Moscou s'affrontèrent, puis en 2008, à l'issue de la guerre russo-géorgienne, (Jean-Robert Raviot, 2016).

Aussi, la « guerre froide » fait-elle son grand retour pour décrire deux réalités. Tout d'abord, les conflits d'intérêts opposant la Russie d'un côté, l'UE, les États-Unis et leurs alliés de l'autre. Ensuite, pour faire référence à l'usage offensif que la Russie fait de son soft power, en l'érigeant au rang des principaux leviers de sa puissance. Toujours est-il que la guerre froide étant elle-même associée à un certain nombre de mythes, il convient d'en préciser la définition. Il s'agira, par la suite, de déterminer si les frictions actuelles entre la Russie et les États-Unis peuvent réellement être rapprochées du grand conflit géopolitique qui les opposa au XX^e siècle.

b. Le retour des blocs en Europe

D'un côté Il y a actuellement un bloc occidental et de l'autre, un bloc eurasiatique. Ce bloc eurasiatique, à commencer par la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping, se cimente sur un ressentiment anti-occidental que partagent nombre de pays d'Afrique et d'Asie. Tels les non-alignés des années 1960, ils se refusent à prendre parti. Et ils représentent une majorité de la population mondiale. L'agression russe contre l'Ukraine marque la fin de l'après-guerre froide et du rêve, déjà bien mal en point depuis l'annexion par Moscou de la Crimée en 2014, d'un vaste ensemble européen auquel la Russie serait, d'une manière ou d'une autre, associée.

Les blocs sont de retour en Europe mais la ligne de partage est déplacée de quelque 2 000 kilomètres à l'est de celle dénoncée par Winston Churchill, le 5 mars 1946, lors d'un célèbre discours à l'université de Fulton, dans le Missouri. Ce retour des blocs était en gestation depuis déjà quelque temps, conséquence de la politique toujours plus agressive de dirigeants autoritaires décidés à remettre en cause l'actuel statu quo comme Poutine à Moscou ou Xi Jinping à Pékin.

A la différence de la première guerre froide : il y a d'abord la réalité de la mondialisation et de l'imbrication des économies. Mais, même si les camps ne sont pas, comme à l'époque, aussi idéologiquement structurés, le face-à-face est mondial ; ensuite même si l'ordre international était bipolaire à l'époque permettant non seulement d'opposer les deux idéologies mais aussi les deux alliances militaires à savoir l'Otan et le pacte de Varsovie, Alice Ekman parle de « bi-mondialisation », pour désigner le découplage progressif de l'ordre mondial entre, d'une part, les États-Unis et ses alliés **traditionnels** et, d'autre part, la Chine et son « cercle d'amis » composé de **la Russie**

et de plusieurs puissances émergentes avec en toile de fond, la lutte pour la suprématie mondiale au XXI^e siècle ; troisièmement, si la première guerre froide opposait les Etats-Unis à une URSS forte et une Chine faible, Washington doit faire face actuellement à la fois à une Chine très forte et une Russie très agressive » ; quatrièmement, le caractère global ou mondial de cet affrontement qui concernait toutes les sphères, aussi bien l'économie que la culture, la technologie que la défense alors que la guerre actuelle n'est pas une guerre mondiale mais bien une guerre mondialisée par le vote à l'Assemblée Générale de l'ONU, (Odd Arne Westad, 2007).

Le premier indice de cette forme globalisée de la guerre fut résultait des deux votes de l'Assemblée générale des Nations unies, en mars 2022, aboutissant à la condamnation de l'agression menée par la Russie : elle consacrait une forme d'isolement de la Russie, puisque seuls quatre pays la soutenaient (Biélorussie, Corée du Nord, Érythrée et Syrie). Cependant, le nombre d'États qui se sont abstenus (représentant plus de la moitié de la population mondiale) a montré que l'Occident n'obtenait pas le soutien qu'il aurait pu espérer. Les pays du Sud cherchaient une posture face à cette nouvelle situation de guerre mondialisée et leurs réactions complexes devenaient un paramètre inédit du nouveau jeu international.

c. La construction d'un bloc eurasiatique

La Russie crée en 2009 le BRIC avec le Brésil, l'Inde et la Chine, devenu BRICS en 2011 avec l'adhésion de l'Afrique du Sud. Ces pays sont considérés comme des puissances émergentes amenées à jouer un rôle croissant dans l'économie mondiale. La Russie participe également à d'autres organisations régionales, comme l'Organisation de Coopération de Shanghai qu'elle rejoint à sa création en 2001. Cette organisation, qui regroupe les Etats d'Asie centrale, la Russie ou encore la Chine, favorise la confiance et la coopération entre Etats membres et cherche la création d'un nouvel ordre international.

En 2002, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) réunit la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan et fait office de bras armé de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), créée par 9 des 15 anciennes républiques soviétiques en décembre 1991 : l'OTSC succède au Traité de Sécurité Collective (TSC) signé en 1992. La CEI est également complétée par la Communauté économique eurasiatique (Eurasec) dont l'objectif est de développer les relations commerciales et économiques entre ses membres. Mais celle-ci a cessé ses opérations suite à la mise en place de l'Union eurasiatique.

En effet, une union douanière qui réunit la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan est également instaurée en 2010, en guise de première étape d'une intégration économique en Eurasie, union toujours refusée par l'Ukraine malgré de nombreuses propositions, y compris sous l'ère Ianoukovitch. Après la création d'un espace économique commun en 2012, avec notamment un accord de libre-échange, le Traité d'Astana signé en 2014 institue l'Union économique eurasiatique (plus ou moins calquée sur l'Union Européenne), dont l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et la Russie sont membres, (Charles Larue, 2015).

3. Les potentiels protagonistes de la nouvelle guerre froide

Avec la guerre en Ukraine, nous ne sommes qu'au début d'un affrontement qui s'annonce durable entre deux blocs, remettant en cause ce que l'on concevait comme une mondialisation inéluctable : d'un côté, un bloc occidental thalassocratique, conduit par Washington, englobant l'Europe et de l'autre, un bloc eurasiatique continental, autour de Moscou et Pékin », estime Georges-Henri Soutou, soulignant que « l'enjeu est d'abord d'ordre géopolitique, et même territorial car il s'agit avant tout de puissance, de contrôle des ressources, et de rivalités autour de modèles économiques ».

3.1. Le Bloc occidental

a. Les États-Unis

Depuis 2014, les États-Unis affichent clairement un soutien au gouvernement ukrainien actuel (fourniture d'armes létales aux forces armées ukrainiennes, entraînement de 900 soldats ukrainiens par des soldats américains, etc.). Au cours de la décennie ayant précédé le conflit, les Américains ont également agi pour appuyer les forces politiques pro-européennes en Ukraine. Il a été avéré que des ONG et des fondations américaines avaient financé des mouvements de jeunesse lors de la révolution orange en 2004.

À l'instar de l'UE, les États-Unis ont également imposé des sanctions à la Russie depuis 2014. Cette attitude plus volontariste des Américains s'explique notamment par le fait que, géographiquement plus éloigné que l'UE, ils sont peu touchés par les conséquences de cette guerre et de ces sanctions, (Maxime Cocheux, 2025). Plus qu'un soutien réel à l'Ukraine, il faut davantage voir dans l'attitude des États-Unis un positionnement antirusse. Les rivalités datant de la Guerre froide ne sont pas enterrées, au contraire. Depuis que la Russie a retrouvé une place sur l'échiquier international, notamment grâce à sa croissance économique, elle constitue à nouveau une menace pour les Américains.

Elle dispose de l'arme nucléaire et est devenue une alliée de certains ennemis actuels des États-Unis (la Syrie ou l'Iran par exemple). Le temps où la Russie était le pays vaincu de la Guerre froide auquel on pouvait imposer sa volonté est révolu. Les États-Unis veulent donc à tout prix empêcher la Russie de redevenir une puissance mondiale incontournable. Et dans ce petit jeu, l'Ukraine constitue une pièce stratégique : alliée de l'Occident, elle empêche une poussée russe vers l'Ouest de façon générale, ainsi qu'un accès aisé aux mers chaudes. Dans cette optique, les Américains ont aussi installé des armes lourdes dans plusieurs pays d'Europe de l'Est (autrefois sous influence de l'URSS). Les Américains disent aussi s'inquiéter de la dépendance de l'UE aux ressources énergétiques russes, tant d'un point de vue économique que stratégique. En réalité, ils profiteraient plutôt de cette situation pour favoriser les exportations américaines de gaz notamment.

b. L'Union européenne

L'Union européenne adopte une position prudente sur le dossier ukrainien depuis le début du conflit. Elle soutient ouvertement l'Ukraine au nom de la démocratie et dénonce l'attitude de la Russie à qui elle a progressivement imposé, et ce depuis mars 2014, différentes sanctions en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et à la déstabilisation délibérée de l'Ukraine. Ces mesures sont d'ordre économique (sanctions; restrictions en matière de coopération et relations économiques), diplomatique et individuel (gel des avoirs et interdiction de visa pour certaines personnalités).

Par ailleurs, l'UE apporte un soutien à l'Ukraine par les voies diplomatique et économique. Pour ne citer que trois exemples : elle a rapidement levé l'embargo instauré en février 2014 sur les livraisons d'armes à l'Ukraine, elle a apporté une aide financière de près de deux milliards d'euros en 2015 au gouvernement ukrainien pour "parvenir à la paix et se doter d'une économie moderne, stable et prospère" et elle a décidé, en 2017, de supprimer le visa dont les Ukrainiens devaient s'acquitter pour voyager dans l'espace Schengen.

Hormis ceci, il ne semble guère y avoir de réelle volonté politique de l'UE de condamner la Russie pour ses agissements. Une intervention militaire et l'envoi d'armes n'ont, par exemple, jamais rencontré les faveurs des 27 États de l'UE. La dépendance de l'UE au gaz russe n'y est sans doute pas étrangère. Par ailleurs, les sanctions imposées à la Russie ont elles-mêmes des répercussions sur l'économie européenne (en termes d'exportations par exemple). L'UE se cantonne donc davantage à un rôle de médiatrice entre l'Ukraine et la Russie. Certains observateurs voient dans cette position prudente le reflet d'une impuissance et d'un manque d'influence sur l'est du continent, mais aussi de sérieuses divergences entre les États membres qui peinent à s'accorder sur les mesures à prendre face à cette crise.

c. L'Otan

L'Ukraine n'est pas membre de l'OTAN mais elle collabore avec l'organisation depuis la fin de la Guerre froide. Début 2018, elle a été officiellement reconnue comme un pays candidat à l'adhésion à l'OTAN. Dès le début du conflit, l'OTAN s'est positionnée sur le plan politique contre la Russie, dans la lignée de l'UE et des États-Unis, et elle apporte un soutien à l'Ukraine en termes de développement et de renforcement de ses capacités en matière de sécurité et de défense. Depuis 2004, il n'y a plus que trois pays frontaliers de la Russie (côté ouest) qui ne sont pas membres de l'alliance : la Finlande, la Biélorussie et l'Ukraine donc. Vladimir Poutine qui a toujours considéré l'OTAN comme "le bras politique et militaire des États-Unis" voit la sphère d'influence des Américains s'étendre jusque chez ses voisins directs. Son plus grand ennemi est presque parvenu à l'encercler. On comprend donc mieux pourquoi l'Ukraine est convoitée par ces grandes puissances et constitue une pièce majeure dans leur stratégie géopolitique.

3.2. Le Bloc eurasiatique

Si du côté des pays occidentaux le front de soutien à l'Ukraine est uni, passant par l'adoption de sanctions contre la Russie et la livraison d'armes et des munitions, d'autres pays ont adopté une attitude différente et continuent de soutenir le Kremlin. Un des indicateurs pour déterminer la position de chaque pays est le vote des résolutions des Nations Unies. Le 2 mars 2022, quelques jours après le début de l'offensive, l'ONU a adopté une résolution condamnant l'agression russe et lui demandant de cesser de recourir à la force. Cent quarante et un pays ont approuvé, 35 se sont abstenus et cinq, dont la Russie, ont voté contre.

a. Les alliés explicites

Parmi les pays explicitement en soutien de Moscou, on retrouve des alliés historiques du pays. D'abord la Biélorussie, qui sert de base arrière aux forces militaires russes dans cette offensive. Et si Alexandre Loukachenko a affirmé récemment que son armée ne se joindra à l'offensive que si le pays était attaqué, Minsk veut néanmoins former une troupe de défense nationale composée de 100 000 soldats volontaires, (Mathilde Durand, 2025). En Amérique Latine, la Russie peut compter sur le soutien explicite de plusieurs alliés historiques. À l'instar du Venezuela de Nicolás Maduro, traditionnellement contre « l'impérialisme américain » et déjà soutien de Moscou lors de la crise en Géorgie en 2008.

Idem à Cuba, dont la Russie est le principal créancier. « Nous rejetons énergiquement l'hystérie propagandiste et médiatique déclenchée par le gouvernement des États-Unis contre la Russie et nous nous opposons fermement à l'expansion de l'Otan aux frontières de ce pays frère », indiquait sur Twitter Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Affaires étrangères cubain, il y a un an, (Mathilde Durand, 2025). Militairement, la Russie peut compter sur le soutien de l'Iran. La relation militaire avec le pays s'est renforcée depuis le début de la guerre. Téhéran livre notamment des drones kamikazes de modèle Shahed 136 à Moscou qui sont cruciaux dans leur stratégie sur le terrain. Les deux pays, tous deux sous le coup de sanctions internationales, ont également signé un accord fin janvier pour connecter leurs systèmes de messagerie interbancaire.

b. La Chine, une position ambiguë

Parmi les pays qui se sont abstenus, certains ont des positions plus ambiguës. La Chine, par exemple, affiche une « neutralité de façade », c'est-à-dire qu'elle ne prend officiellement parti ni pour Kiev, ni pour Moscou. Pour autant, un soutien politique tacite est à l'œuvre : les deux pays évoquent une amitié « sans limite ». La Chine importe également plus d'un million de barils de pétrole russe par jour. Mais cette posture est-elle en train de changer dans un sens encore plus favorable à la Russie ? Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a Pékin nie ces accusations, alors que Wang Yi, le chef de la diplomatie chinoise est attendu à Moscou pour discuter d'un éventuel plan de paix.

c. La Russie

L'implication de la Russie dans les événements en Ukraine depuis 2014 est indiscutable. Toutefois, en fonction du point de vue pris, son rôle exact fait débat. Fin février 2014, dès que la crise a éclaté à Kiev, des hommes armés vêtus d'uniformes verts dépourvus de tout signe de reconnaissance ont pris le contrôle du territoire, des infrastructures et bâtiments principaux de la péninsule, (Marie Jego, 2022). L'Ukraine et ses alliés les ont rapidement identifiés comme des soldats à la solde de Moscou ; pour certains, il s'agissait de militaires appartenant à l'armée russe, pour d'autres de soldats d'une société militaire privée, contractée par l'État russe pour protéger ses installations en Crimée.

La Russie a démenti mais, quelques semaines plus tard, elle a officiellement pris le contrôle de la Crimée et l'a rattachée - ou annexée, c'est selon - à son territoire, suite au référendum populaire. Le rôle joué par la Russie dans le conflit à l'Est est moins évident. L'Ukraine et la majorité des pays occidentaux ont rapidement accusé la Russie d'avoir envoyé des militaires dans le Donbass, encouragé le soulèvement et armé les séparatistes pro-russes, (William Audureau et alli, 2022). Moscou nie fermement, depuis le début, son implication dans le conflit du Donbass mais "rappelle sans cesse son "devoir" de protéger les russophones "menacés "de tous les pays".

❖ Des intérêts...

La Crimée représente un enjeu géostratégique et économique majeur pour la Russie : accès maritime aux mers chaudes – et par conséquent au reste du monde –, défense d'une porte d'entrée vers son territoire, etc. Il s'agit aussi d'un enjeu symbolique pour Moscou qui a toujours considéré cette péninsule comme une partie de son territoire : elle constituait de longue date une région à reconquérir. Le pouvoir russe a donc profité de la confusion interne en Ukraine au début de l'année 2014 pour remettre la main sur la Crimée. La domination de la péninsule lui permet par ailleurs de garder une certaine emprise sur l'Ukraine.

L'agenda de reconquête envisagé par Poutine dépasse la Crimée, il rêve de restaurer la puissance et l'aura dont son pays bénéficiait autrefois et de rivaliser à nouveau avec les États-Unis et l'Occident de façon générale. Il n'est pas nécessairement question de reconquête territoriale mais de conserver une sphère d'influence stratégique intégrant les anciens États de l'URSS (que la Russie appelle son "étranger proche") et des relations avec eux. Dans cette stratégie, l'Ukraine constitue une pièce maîtresse lui permettant d'étendre son influence politique, militaire, économique, culturelle ou encore symbolique, et ce jusqu'aux portes de l'UE et de l'OTAN.

❖ ... et des menaces

Il était donc dangereux pour la Russie de voir l'Ukraine filer dans le camp occidental. Poutine a cherché à éviter cela, d'abord en proposant un partenariat à Ianoukovytch qui a finalement conduit à la chute de ce dernier, puis en annexant finalement la Crimée. Et en lançant une guerre dans le Donbass ? Pas si sûr. Plusieurs menaces pèsent sur la Russie. Premièrement, leur gaz doit transiter par ce pays pour arriver en Europe de l'Ouest et, par ailleurs, l'Ukraine reste l'un de ses premiers acheteurs de gaz. La Russie dépend également de l'Ukraine pour s'approvisionner sur le plan militaire notamment.

Deuxièmement, l'Ukraine se trouve aux portes de la Russie, ce qui s'y passe affecte donc sa sécurité. Ensuite, le territoire ukrainien restait jusqu'il y a peu la seule voie terrestre pour atteindre la Crimée au départ de la Russie. Ça n'est toutefois plus le cas depuis mai 2018 puisqu'un pont de 19 km relie directement la Russie à la Crimée. Mais les Russes restent dépendants de Kiev pour l'approvisionnement en eau et en électricité de la Crimée. Enfin, une intervention officielle dans la guerre à l'est de l'Ukraine l'aurait exposée à de grosses sanctions de la communauté internationale. Les sanctions économiques instaurées par l'UE et les États-Unis au lendemain de l'annexion de la Crimée l'affectent déjà suffisamment.

d. L'approche « équilibrée » de l'Inde

En Inde, le pays est également sur la posture d'une « approche équilibrée ». Le pays ne condamne pas la Chine de s'approprier à livrer des armes au régime de Vladimir Poutine. Elle s'est abstenue à plusieurs reprises de voter à l'Onu. Économiquement, les deux États sont très liés. New Delhi achète la plupart de son armement à Moscou. En janvier, une visite de Vladimir Poutine au Premier ministre, Narendra Modi, s'est soldée par la vente de systèmes antiaériens S-400 russes pour un montant de 5 milliards de dollars. L'Inde est devenue le premier pays importateur de pétrole russe, avec 1,2 million de barils par jour en décembre, permettant à Moscou de renflouer ses caisses dans un contexte de sanctions appliquées par les pays occidentaux. Les deux géants asiatiques, qui pèsent respectivement 1,412 milliard d'habitants et 1,408 milliard d'habitants, sont des absents de poids dans le front uni de soutien à l'Ukraine.

e. L'influence croissante sur le continent africain

L'Afrique du Sud, qui n'avait pas condamné l'offensive en mars dernier, affiche également sa neutralité depuis le début de la guerre. Les liens avec Moscou restent profonds et Pretoria mène actuellement un exercice militaire conjointement avec la Russie et la Chine au large de ses côtes, baptisé « Mosi II ». Si le gouvernement sud-africain évoque un exercice classique, le timing interroge. « C'est insensé et irresponsable. L'Afrique du Sud joue le rôle de l'idiot utile dans cet exercice évident de propagande russe face aux forces occidentales », dénonce le parti d'opposition, Alliance Démocratique.

Sur le reste du continent, la Russie multiplie les opérations pour étendre son influence. Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a récemment multiplié les visites officielles comme en Angola, au Soudan ou encore en Mauritanie afin de renforcer la coopération dans certains domaines, par exemple militaire avec la présence de la milice Wagner dans certains pays comme le Mali ou le Burkina Faso. Les échanges commerciaux avec le Maroc sont en augmentation. Un sommet Russie-Afrique est prévu en juillet à Saint-Petersbourg, (Omar Sy, 2025).

f. Brésil et Turquie, en médiation ?

De leur côté, le Brésil et la Turquie condamnent l'invasion mais refusent d'appliquer les sanctions contre la Russie. « Lula exprime une position assez partagée dans les pays latino-américains, et plus largement en Afrique, par exemple : c'est une chose de condamner l'agression russe en Ukraine, c'en est une autre de participer à une sorte d'escalade guerrière en suivant les intérêts des puissances occidentales », décryptait pour le JDD Christophe Ventura, directeur de recherche à l'Iris en charge du programme Amérique latine. Le Brésil est également dépendant des engrais importés depuis la Russie pour soutenir son modèle agricole. La Turquie, frontalière des deux pays sur les rives de la Mer Noire, avait joué le rôle de médiatrice au début du conflit, adoptant une position de « neutralité active » vers la résolution du conflit. En effet, Ankara reste très dépendante de l'approvisionnement en gaz et en pétrole russe, mais elle a aussi des intérêts économiques en Ukraine.

o Critiques de résultats

Docteur Céline Marangé est chercheuse sur la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie à l'institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM). Elle a mené une étude sur les approches historiques et politiques de la guerre en Ukraine, (Céline Marangé, 2023). Dans son étude, l'auteur s'est posé les questions suivantes :

- ✓ Est-ce que l'invasion de l'Ukraine visait simplement à procéder à un changement de régime et à rappeler par la force où s'arrêterait la sphère d'influence russe ?
- ✓ Est-ce qu'il s'agissait de s'opposer à l'Otan et d'imposer une révision complète de l'ordre international et une refonte de l'architecture de sécurité en Europe ?
- ✓ Est-ce que, derrière la volonté de contrôler militairement l'Ukraine et de la vassaliser politiquement, il y avait aussi le projet de l'absorber à plus ou moins brève échéance, soit directement par annexion,

comme pour la Crimée et les territoires conquis, soit par un élargissement de l'Etat d'Union Russo-biélorusse ?

Au terme de son étude, l'auteur est arrivé au résultat suivant: En envahissant l'Ukraine en 2014, l'état final recherché par le président russe n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine ; C'était une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'occident et ayant repris ses droits ancestraux sur des terres considérées comme historiques. Ce serait une erreur, selon l'auteur de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaires et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait. Nous sommes confrontés à un problème d'une autre complexité poursuit l'auteur : à un revanchisme assumé, à un impérialisme non dissimulé, à une propagande débridée, à une folie meurtrière, à un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière. Après confrontation de ce résultat au notre, nous nous sommes rendu compte qu'il y a convergence entre les deux dans la mesure où comme chez Céline Marangé, dans notre résultat principal, Brzezinski souligne que la Russie ne peut devenir une grande puissance qu'avec l'Ukraine. Donc, l'objectif poursuivi par la Russie en envahissant l'Ukraine est de dominer le monde. Or, pour dominer le monde la Russie doit impérativement contrôler l'Ukraine.

Conclusion

Les racines de la crise ukrainienne furent visibles dès la fin des années 2000 lorsque deux projets d'intégration régionale prirent forme et conduisirent le pays à un dilemme : association avec l'Union européenne ou union douanière avec la Russie. Les termes de ce choix cornélien ne tiennent pas compte de la réalité économique et sociale de l'Ukraine, qui relève d'une bien plus grande complexité. La décision du gouvernement ukrainien, fin novembre 2013, de ne pas signer l'accord d'association avec l'Union européenne marque le début de la crise. Cet essai avait pour but de répondre à une question importante concernant un événement charnière de notre époque qui a déjà et qui aura certainement des implications futures sur la dynamique géopolitique mondiale. Cette question était de déterminer pourquoi la guerre en Ukraine peut être considérée comme un basculement géopolitique post guerre froide.

La thèse qui a été défendue est que pour le premier bloc, le pourquoi de l'Union européenne dans cette guerre est d'assurer son approvisionnement en gaz, l'augmentation de sa zone d'influence politique et économique et assurer la sécurité de son territoire ; le pourquoi des USA dans cette guerre est de garder le leadership au niveau mondial et empêcher la Russie de redevenir une grande puissance, d'augmenter sa zone d'influence politique et économique. Pour le deuxième bloc et plus particulièrement la Russie cherche à : Restaurer son statut de grande puissance et être un acteur qui compte dans le jeu des relations internationales ; préserver son ascendant sur « l'étranger proche » ; augmenter sa zone d'influence politique, économique, culturelle, redevenir une grande puissance mondiale, rivaliser avec les USA, disposer d'un accès aisé à la mer Noire (pour raisons commerciales et défensive), attachement historique et symbolique à l'Ukraine.

Pour clore, disons qu'en relançant sa guerre contre l'Ukraine le 24 février 2022, l'état final recherché par V. Poutine n'était pas seulement la démilitarisation de l'Ukraine. Mais c'est bien une Russie dominatrice ayant eu sa revanche sur l'Occident et ayant repris ses « droits ancestraux » sur des terres considérées comme historiques. Ce serait alors une erreur de croire que les motivations du président russe sont seulement d'ordre sécuritaire et que, s'il obtenait des concessions territoriales et des garanties de sécurité, il s'en contenterait. Nous sommes confrontés à un problème d'une autre complexité : À un revanchisme assumé. À un impérialisme non dissimulé. À une propagande débridée. À une folie meurtrière. À un dirigeant qui dispose du feu nucléaire, qui s'enferme dans sa réalité, qui a brûlé les ponts et qui ne peut plus faire marche arrière.

REFERENCES

I. Ouvrages

1. BRZEZINSKI, le Grand Echiquier : l'Amérique et le reste du monde, paru en 1997. Edition française : Hachette Pluriel référence, janvier 2000
2. OTEMIKONGO, MANDEFU, J, « *Guerres des Méthodes en sciences sociales. Du choix du paradigme épistémologique à l'évaluation des résultats* », Paris, Harmattan, 2018
3. Odd Arne WESTAD : *La guerre froide globale, le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)* ; Paris, Payot, 2007

II. Articles des Revues

1. Céline Marangé, approches historiques et politiques de la guerre en Ukraine, IRSEM, mai 2023
2. Corneau, Ukraine : « les origines du conflit », in Collège des forces Canadiennes, JCSP 45 PCEM 142, 2015-2016, pp. 3-24.
3. Georges jures vujic, la nouvelle grammaire géopolitique à la lumière du piège de Thucydide, in l'impact global de la guerre en Ukraine, géostratégiques n° 61 juin 2023, p. 188
4. Pierre-joseph GIVRE, « Premiers enseignements de la guerre d'Ukraine dans le domaine du combat terrestre », in lettre d'information sur les Risques et les crises, n° 68, mais 2023 PP. 8-9.
5. Yvone clément et Alii, « comprendre les conflits internationaux cas pratique : le conflit Ukrainien », in justice et paix, Belgique, février 2019 pp. 1-67.

III. Webographie

1. [Sophie MOMZIKOFF](#) ; Nouvelle guerre froide, ou difficultés de redéfinir les relations avec la Russie ? In [Revue Défense Nationale 2018/2 \(N° 807\)](#), pages 113 à 116.
2. Jean-Robert RAVIOT : Russie : vers une Nouvelle guerre froide ? ; Paris, la Documentation française, 2016.
3. https://www.lemonde.fr/le-monde-evenements/article/2022/09/22/guerre-en-ukraine-la-nouvelle-geopolitique-des-blocs_6142671_4333359.html
4. https://www.lemonde.fr/le-monde-evenements/article/2022/09/22/guerre-en-ukraine-la-nouvelle-geopolitique-des-blocs_6142671_4333359.html
5. [Depuis un siècle, les très mouvantes frontières des pays européens](#)